



<http://www.appep.net>

Association des Professeurs de Philosophie de l'Enseignement Public

Rencontre avec l'équipe en charge de l'éducation pour la campagne de M. Fr. Hollande
à l'élection présidentielle
21 février 2012

Simon PERRIER, président de l'APPEP, et Nicolas FRANCK, vice-président, ont été reçus pendant une heure par M. Bruno JULLIARD pour le pôle Éducation de l'équipe de campagne de M. François HOLLANDE.

Après une présentation de l'association, nous prenons pour point de départ la suppression des dédouplements dans les classes technologiques, suppression provoquée par l'actuelle réforme des lycées et justifiée, dit-on, par la nécessité d'une autonomie des établissements. Dramatique en elle-même, défavorisant les plus défavorisés, ne témoigne-t-elle pas des faiblesses de cette idée d'autonomie ? La question occupera une partie importante de notre entretien. Il nous faut bien sûr expliquer notre revendication, ses raisons, la situation, l'ancienne et celle qui commence à se dessiner avec les répartitions déjà proposées pour l'année 2012-2013. L'autonomie des établissements, nous l'avons beaucoup dit, ne permet pas ou peu, d'espérer que notre enseignement bénéficie des heures dites à effectif faible.

Pour ce point comme pour d'autres il nous est expliqué qu'aucun engagement ne peut être pris. Nos interlocuteurs se présentent comme les porte-parole du projet du Parti Socialiste. « Le candidat » Craint la surenchère disciplinaire et ne veut pas s'engager dans des promesses trop précises et détaillées. De ce point de vue l'engagement de rétablir l'enseignement de l'Histoire-Géographie en S (ce que nous approuvons) est comme une exception. Il apparaîtra au cours de notre conversation que beaucoup d'arbitrages n'ont pas encore été rendus. C'est notamment le cas de la Loi Carle sur le financement de l'école privée, dont le candidat n'a pas encore décidé s'il la remettrait en cause. De plus, le projet socialiste n'a pas la réforme du lycée pour priorité. Il se préoccupe d'abord du premier degré.

Nous ne saurions donc dire ce que pensent nos interlocuteurs de la nécessité de dédoublements en philosophie dans les séries technologiques. Nous insistons sur la spécificité de cette filière technologique, d'ailleurs posée par le programme du P.S.

Ce que nous demandons, l'obligation nationalement faite aux proviseurs de permettre ces dédoublements, semble en conflit avec la promotion de l'autonomie des établissements soutenue par le P.S. Nos interlocuteurs tiennent cependant à ce que l'on distingue leur idée de l'autonomie de la déconcentration qu'institue selon eux la présente réforme du lycée. Ils ajoutent que la réforme du lycée est dévoyée faute de moyens.

Une discussion s'engage sur l'idée d'autonomie. Nos interlocuteurs nous rappellent qu'elle a été conçue de longue date comme moyen d'une démocratisation. Le bénéfice en serait dans la possibilité ainsi offerte de pédagogies adaptées, localisées, et même individualisées, discours qui de droite à gauche, aujourd'hui, s'en présente effectivement toujours comme la justification. Quand nous demandons s'il s'agit par cette « autonomie » de produire une concurrence entre les établissements ou

les professeurs qu'on espérerait source de créativité en matière pédagogique, on nous assure qu'il ne s'agit pas de cela.

Nous comprenons que soit rendue possible une part d'adaptation à une ou des situations particulières, mais leur originalité n'est pas telle qu'on ne pourrait pas les recenser selon des critères qui devraient être clairement identifiés et reconnus. Il nous est rappelé que l'autonomie en question est celle qui doit relever de l'accord des professeurs entre eux, et seulement d'eux, dans les conseils pédagogiques. Nous croyons comprendre que dans cette conception les programmes seraient nationaux, mais eux-mêmes susceptibles d'adaptations à des situations particulières, tandis que toute pédagogie serait toujours particulière donc relevant d'initiatives locales.

Une discussion plus longue sur ce sujet serait sans doute nécessaire. Nous nous bornons à conclure que l'idée même d'autonomie perd tout de son apparente raison d'être si elle conduit à une conséquence absurde, comme la suppression des dédoublements dans les classes technologiques. Nous précisons que cette suppression est sans commune mesure avec tout ce qu'on peut prétendre par ailleurs vouloir apporter à notre enseignement.

Venue sur la création des journées de Langres, la conversation nous permet de rappeler le type de formation continue dont nous ne voulons pas et en conséquence la conception que nous nous faisons de notre enseignement en même temps que du statut des professeurs.

Nos interlocuteurs nous disent la nécessité pour eux d'arrêter tous les projets en cours concernant l'évaluation des professeurs et leur nette opposition à la transposition d'un modèle issu de l'entreprise.

La question nous est posée de savoir si un enseignement de la philosophie en Terminale ne vient pas trop tard. Nous rappelons que nous demandons, de longue date, une présence en Première L notamment, ce qui nous amène à exposer notre souci du devenir de cette filière. Le cas de la Seconde est particulier. Cette classe, difficile, est de détermination. Il s'y côtoie des élèves qui doivent affronter le choc du passage du collège au lycée, ce que connaissent bien nos collègues des autres disciplines quand ils comparent avec leur classe de Première ou de Terminale. Les élèves qui y sont iront ensuite dans des filières différentes, avec des projets différents. La possibilité accordée actuellement, au volontariat, d'incursions en Seconde, est peut-être bien plus pertinente, même si cela reste à vérifier.

Comme il nous est dit, tout dépend de ce que l'on veut faire sous le nom de philosophie. En ce sens nous faisons remarquer qu'on peut aussi bien faire ce qui a pris le nom de philosophie pour enfants chez les tout-petits. Bien fait, cela contribue certainement à une maîtrise de la langue, par un travail de définition, même très élémentaire, par l'exercice d'une parole raisonnée. Cela peut contribuer à pallier certains déficits. Mais la réussite actuelle en Terminale, relativement à une ambition évidemment différente, est solidaire de l'état de l'école dans son ensemble. Celles et ceux de nos élèves qui retiennent quelque chose de leur passé scolaire réussissent en philosophie comme ils réussissent ailleurs. Ce n'est pas en prenant des heures aux autres disciplines, en prétendant combler des lacunes qui ne relèvent pas d'elle, que la philosophie favorisera sa propre réussite. Ce que nous souhaitons est que l'on puisse mieux faire ce qui doit être fait actuellement dans les classes Terminales. En ce sens nous demandons une amplification de la présence de la philosophie.

Nous ajoutons notre volonté de voir se continuer l'installation d'un enseignement de philosophie dans les premiers cycles universitaires, volonté dont nos interlocuteurs reconnaissent le bien-fondé.

Si nous sommes entendus quant à la difficulté actuelle de correction du baccalauréat pour les professeurs de philosophie (mais aussi, insistons-nous, d'autres disciplines, certes dans une moindre mesure) aucune solution n'apparaît, cette date repoussée du baccalauréat ayant, nous dit-on, de nets avantages.

Sans idées arrêtées de leur part, nos interlocuteurs souhaitent avoir notre avis sur la place du baccalauréat, s'interrogeant sur la pertinence d'un contrôle en cours de formation. Nous estimons qu'il faudrait un temps particulier à cette discussion, les effets négatifs d'une telle forme de contrôle n'étant pas toujours bien perçus par ceux qui y voient un possible progrès.

Il nous est demandé ce que nous pensons de l'actuelle formation initiale des futurs professeurs. Nous tombons d'accord sur l'échec du présent système et sur un retour à une formation dont la première année serait exclusivement celle d'un approfondissement disciplinaire conduisant au passage des concours. Comme nous, nos interlocuteurs s'inquiètent de l'état des recrutements, de la difficulté provoquée par cette réforme de recruter des professeurs de qualité. Le Parti Socialiste réfléchit à la possibilité d'un système de prérecrutement ainsi qu'à la création d'une école de formation en remplacement des IUFM (voir son programme). Il envisage le retour à une authentique année de stage. C'est à cette occasion que pourrait avoir lieu la vérification des connaissances nécessaires à un fonctionnaire, cela dit après que nous avons fait observer nos doutes à propos de l'épreuve « Agir en fonctionnaire... », doutes sur sa présence comme épreuve des concours, et sur la nature du texte qui la fonde et qui malheureusement vaut cahier des charges des professeurs.

Nous tenons à remercier de cette rencontre M. Bruno Julliard¹. Si, très normalement, nous avons été loin de pouvoir évoquer tous les sujets ou d'approfondir certaines discussions, nécessairement élargies à une réflexion plus générale sur l'école, nous ne pouvons que nous féliciter d'une rencontre qui montre que, renouvelée, elle pourrait permettre une compréhension ne s'arrêtant pas aux a priori des uns et des autres ou à l'enfermement de chacun dans une cohérence qui risque toujours de ne tenir qu'à l'exclusion de toute confrontation.

¹ En charge, avec Y. Trigrance, de l'Education nationale, sous la responsabilité de M. Peillon.